

# Pierre Bourdieu

## Défense de l'autonomie et nouveau militantisme

Frédéric Lebaron

Contrairement à ce qu'ont tenté de faire croire certains commentateurs, il faut manquer d'attention ou de mémoire pour opposer un Bourdieu « politique », né des grèves de 95, au professeur au Collège de France, sociologue parvenu au sommet de la notoriété internationale. Une telle opposition masque à la fois une tentative évidente de dépolitisation de l'œuvre scientifique de Bourdieu (qu'accompagnent certaines formes de consécration académique) et une réduction de ses interventions et actions publiques à des motivations « politiques » au sens le plus trivial (comme la conquête d'un pouvoir temporel).

Elle empêche surtout de saisir la difficulté et les tensions qu'implique la mise en œuvre d'une articulation cohérente entre recherche autonome en sciences sociales et efficacité politique. Qu'il s'agisse de la question de l'autonomie, de celle des relations avec les mouvements sociaux, ou encore de celle du type de « militantisme » intellectuel à promouvoir, il faut penser l'apport politique de Bourdieu comme un programme de recherche et d'action, un appel à remettre radicalement en cause l'opposition fatale entre *scholarship* (impuissant) et *commitment* (sans fondement) et non un « système » posé une fois pour toutes, déductif et inflexible.

C'est bien plutôt un principe d'invention constante qui, depuis la fin des années 1950, fonde la cohérence d'un *habitus* intellectualo-politique, ancré dans le travail scientifique mais jamais coupé des enjeux historiques les plus brûlants (guerre d'Algérie, Mai 68, arrivée au pouvoir de la gauche en 1981, Pologne, mouvement lycéen, guerre du Golfe, grèves de novembre-décembre 95, gauche plurielle, mouvement des chômeurs, etc.) et des problèmes les plus cruciaux (relations entre intellectuels et classes populaires, représentation politique, néolibéralisme, domination masculine, stigmatisation des groupes dominés, impérialisme, etc.)<sup>1</sup>.

### *Autonomie*

La plupart des interprètes du prétendu « Bourdieu politique », quelles que soient d'ailleurs leurs orientations ou leurs proximités par rapport à l'homme et à l'œuvre, tendent spontanément à oublier la clé de voûte de la pensée/action politique de Bourdieu, à savoir la défense et la mise en œuvre de l'autonomie des différents champs de production culturelle et, en premier lieu, du champ des sciences sociales face aux pouvoirs temporels (surtout, aujourd'hui, les pouvoirs économiques)<sup>2</sup>. Ce rappel permet de comprendre que l'espace de référence de Bourdieu n'était pas le champ politique tel qu'il s'est institutionnalisé et structuré (avec sa droite et sa gauche) mais un univers plus complexe, constitué de différents champs relativement autonomes, tous organisés néanmoins selon des principes analogues (en premier lieu l'opposition entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel) et interdépendants.

Les agents du champ politique tendent à oublier ou dénier l'existence d'univers sociaux qui échappent très largement à leur action sans pour autant être dénués d'enjeux aux conséquences proprement politiques : les luttes scientifiques au sein du champ de la biologie, par exemple, ne se règlent pas par des procédures électorales ou par de purs « rapports de force », mais elles reposent sur un espace de jeu particulier, qui donne de la force aux

---

<sup>1</sup> Cf. Pierre Bourdieu, *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002. Textes choisis et présentés par F.Poupeau et T.Discepolo.

<sup>2</sup> On lira notamment, sur ce point, Frédéric Lebaron, Gérard Mauger, « Raisons d'agir : un intellectuel collectif autonome », *Journal des Anthropologues*, 77-78, 1999, p.295-301.

« arguments » et aux « preuves » validés selon les critères spécifiques du champ. Pour autant, les progrès de la biologie ne sont pas sans conséquences politiques, lorsque, par exemple, les avancées de la recherche sur le SIDA pourraient permettre d'éviter des hécatombes, en Afrique notamment, mais se heurtent aux logiques économiques dominantes.

Dans les dernières années de sa vie, Pierre Bourdieu n'a cessé de mettre en garde contre une évolution dramatique : l'inféodation progressive de tous les champs (y compris le champ politique) aux lois qui dominent le champ économique, celles d'un système capitaliste mondialisé. Une grande partie de ses interventions réaffirme, dans des contextes divers, ce « principe d'autonomie » qu'il considérait comme gravement menacé : refus de l'hégémonie des « arguments » économiques érigés en fondement ultime de toute politique sociale rationnelle (comme en décembre 1995) ; refus de la mainmise croissante des multinationales capitalistes sur les divers types de production culturelle (cinéma, littérature et édition, arts plastiques, sciences, etc.). Ses analyses du fonctionnement médiatique, qui ont contribué à déclencher en retour une véritable entreprise de lynchage à partir de 1998<sup>3</sup>, se comprennent elles aussi par référence à ce principe : dotés d'un pouvoir de consécration de plus en plus disproportionné, les journalistes dominants acquièrent en quelque sorte un droit de vie et de mort sur les productions les plus autonomes et les résultats scientifiques qui échappent à la *doxa*. Les connivences entre éditeurs, journalistes, essayistes ont pour effet d'occulter toute pensée déviante et de refermer l'espace des possibles politiques. La naissance de la collection « Raisons d'agir » et des éditions Liber en 1996<sup>4</sup>, est une tentative de réponse concrète à cette situation : les succès des petits livres ont montré qu'il était possible de penser autrement que selon les normes de la *doxa* médiatique et ont contribué à la diffusion d'un savoir alternatif accessible.

### *Mouvements sociaux et nouveau militantisme*

Parce que sa pensée, radicale au sens strict, le conduisait à remettre constamment en cause les routines imposées par le fonctionnement du champ dans lequel il était pris (celui des sciences sociales), Pierre Bourdieu n'a pas cessé de s'éloigner d'une opposition rigide entre l'univers de la production scientifique autonome et celui du militantisme dans le « mouvement social ». Mais à aucun moment, cette remise en cause n'a touché au cœur de ce qui, selon Bourdieu, justifie l'intervention spécifique du chercheur en sciences sociales, c'est-à-dire des résultats d'enquête, un modèle explicatif ou interprétatif, une analyse fondée empiriquement et théoriquement. L'intervention publique en tant que sociologue est *seconde* par rapport à la production scientifique autonome et au capital symbolique conquis dans et par l'autonomie. La tâche politique la plus urgente pour des sociologues est de faire de la bonne sociologie, ce qui suppose souvent le recours à des techniques complexes, un langage qui peut passer pour ésotérique, la volonté d'établir méthodiquement les preuves les plus irréfutables, etc. Et, pas plus qu'à l'époque du *Métier de sociologue*, il n'y a pas lieu de remettre en cause ce point de vue sur la seule base d'une humeur populiste ou militante<sup>5</sup>.

Mais Bourdieu s'était aussi rendu compte des limites de l'accumulation de capital scientifique : dans un univers dominé par la visibilité médiatique et les critères économiques, les chercheurs autonomes doivent tenter d'échapper à la fermeture sur soi de leur univers, forme subtile de dépolitisation par « ghettoisation ». La diffusion des travaux de recherche sous une forme accessible, qui est une sorte d'anoblissement de « vulgarisation » militante, est le

---

<sup>3</sup> Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber, Coll. « Raisons d'agir », 1996.

<sup>4</sup> Les éditions Liber prennent en 1998 le nom de Raisons d'agir (après s'être appelé un temps « Liber-Raisons d'agir »).

<sup>5</sup> Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1968.

premier axe autour duquel se structure l'intervention publique du chercheur. Elle pose le problème, aigu, des instruments de diffusion : dans un contexte dominé par les pouvoirs économiques et médiatiques, le chercheur doit-il en passer par les formes de presse ou d'édition dont il conteste l'hégémonie ? A cette question, Bourdieu n'a, pour sa part, jamais répondu de manière dogmatique : l'essentiel, pour un chercheur, n'est pas le *medium* mais le contenu du message ; il faut veiller à ce que les conditions de diffusion ne produisent pas d'effets de censure, ce qui devient de plus en plus difficile aujourd'hui, alors que la télévision de marché et la grande industrie des services imposent leurs normes contraignantes. Il faut aussi, vigoureusement défendre les supports les plus autonomes, en particulier dans le domaine éditorial et médiatique<sup>6</sup>.

Les questions auxquelles Bourdieu s'est trouvé confronté sont, plus largement, celles qui se posent aujourd'hui au « mouvement social » qui doit faire face à la puissance de la mondialisation néo-libérale. Sans jamais tenter d'imposer « ses réponses », il s'est confronté, à partir de décembre 1995, aux enjeux de la construction d'un mouvement international de résistance qui ne rééditerait pas les erreurs du passé (ouvriérisme, dogmatisme, onirisme, gauchisme, etc.). Le développement du mouvement social appelait selon lui des coopérations plus étroites entre chercheurs et militants.

Il souhaitait un « travail ensemble », selon le mot de Foucault<sup>7</sup>, plus systématique, et voulait contribuer à l'invention de formes d'organisation nouvelles (d'où l'appel à des « états généraux du mouvement social européen » lancé en France avec des responsables du Groupe des Dix et des militants libertaires). Prenant le risque d'une instrumentalisation de son capital symbolique<sup>8</sup> et de sembler à bien des égards hyper-volontariste, il voulait accélérer le rythme de l'unification des forces critiques en empiétant sur le territoire des « quasi-professionnels » de l'organisation associative, syndicale ou politique. L'objectif de faire émerger un « mouvement social européen » étant toujours aussi urgent, les modalités de cette construction ne sont pas une question secondaire et l'échec malheureusement patent des « états généraux du mouvement social européen » la laisse aujourd'hui sans réponse. L'essentiel du message de cette dernière période reste sans aucun doute valide : production et diffusion des recherches et des œuvres autonomes, construction d'un véritable internationalisme ancré dans les pratiques, refus des routines institutionnelles et politiques, coopérations à construire entre chercheurs et militants comptent et compteront sans doute longtemps encore parmi les principaux enjeux d'un véritable mouvement de résistance aux pouvoirs dominants.

---

<sup>6</sup> En dehors des éditions Raisons d'agir qu'il a fondées, Pierre Bourdieu a coopéré avec les éditions Syllepse, Agone, Le Temps des Cerises... Il a collaboré, en France, au *Monde diplomatique*, à *Politique-La Revue*, à *Radio-Libertaire*, et à des dizaines de journaux, revues et radios indépendants...

<sup>7</sup> Voir Michel Foucault, « La Pologne et après ? », Entretien avec E.Maire, *Le Débat*, 25, mai 1983, pp. 3-34, repris dans *Dits et écrits*, tome IV, p.496-522.

<sup>8</sup> Sur cet enjeu dès le mois de décembre 1995, voir Julien Duval, Christophe Gaubert, Frédéric Lebaron, Dominique Marchetti, Fabienne Pavis, *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998.